

## Condoleeza Rice signera demain l'accord de coopération nucléaire avec l'Inde

le 3/10/2008 à 16h10 ( Aujourd'hui l'Inde )

Le Sénat américain a approuvé hier le *Nuclear Deal*, cet accord de coopération nucléaire entre l'Inde et les États-Unis, à 86 voix contre 13, selon le *Times of India*. Ce vote intervient quelques jours après le feu vert donné par la Chambre des représentants. Condoleeza Rice sera demain à New Delhi pour signer le texte final.

Jusqu'à début septembre, l'Inde subissait un embargo depuis son essai nucléaire de 1974. Le *Nuclear Deal* l'autorise désormais à recevoir des autres pays de l'énergie et des savoir-faire nucléaires. La France a déjà signé mercredi un traité de coopération.

C'est la première fois qu'une telle décision est prise avec un pays non-signataire du traité de non-prolifération (TNP). Les adversaires du texte dénoncent le risque d'une course aux armements en Asie du sud, au Pakistan notamment, ainsi qu'une menace sur les tentatives de contrôle du programme nucléaire iranien.

De son côté le Président Georges Bush a salué une loi "qui va renforcer la non-prolifération à l'échelle de la planète". L'Inde devra en effet séparer ses installations nucléaires civiles et militaires, et soumettre ses équipements civils aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

---

## Skype accusé de faciliter l'espionnage de ses utilisateurs en Chine

le 3/10/2008 à 11h36 par AFP ( Aujourd'hui la Chine )

La société Skype est accusée de laisser les autorités chinoises espionner les utilisateurs de ses services de messagerie sur internet, relançant la polémique sur les compromis qu'accepteraient des groupes technologiques occidentaux pour s'implanter en Chine.

<http://www.aujourdhuilachine.com/actualites-chine-skype-accuse-de-faciliter-l-espionnage-de-ses-utilisateurs-en-chine-9231.asp?1=1>



Aubane Neuens

"Je ne sais plus vers qui me tourner, tout le monde a l'air de s'en foutre". Sébastien Neuens est à bout. Père d'une petite fille de 1 an, il est sans nouvelles d'elle depuis que son épouse d'origine chinoise a quitté sans prévenir le domicile conjugal de Créteil en mai dernier.

Malgré l'interdiction de sortie du territoire émis à son encontre, sa femme, naturalisée française après leur mariage en 2003, a pu regagner deux mois après Tianjin, sa ville d'origine, avec leur fille.

Depuis, Sébastien a tout tenté pour récupérer Aubane. Sans succès. Le 9 septembre dernier, il a appris que sa plainte pour souscription de mineurs à l'étranger déposée auprès du procureur de la ville de Créteil était classée sans suite. Résultat, il vient d'entamer une nouvelle médiation auprès du ministère de la Justice, sans toutefois se faire d'illusion.

*"C'est tout ce qu'on me propose. Ça fait la 5ème, les 4 médiations que j'ai déjà faites n'ont servi à rien. Ma femme ne veut rien entendre. Le seul choix qu'elle me laisse, c'est de venir en Chine pour voir ma fille mais moi je ne veux pas, ce n'est pas normal. Ma fille est française, ma femme est française et on vivait en France."* Trop préoccupé, il a même cessé de travailler.

### **244 dossiers « déplacement illicite »**

*"Si personne ne peut plus rien faire, ça veut dire que n'importe quel parent peut avoir un enfant français et ensuite l'emmener en Chine ou ailleurs?"*

A l'évidence, Sébastien n'est pas le seul dans ce cas. En 2007, le Bureau de l'entraide civile et commerciale internationale, placé sous l'autorité du ministère de la Justice, a été saisi de 244 dossiers « *déplacement illicite* », dont 86 dossiers pour lesquels la France a été requise par un autre Etat et 158 où la France a requis un autre Etat pour une action en retour ou pour protéger un droit de visite. De leur côté, les juridictions françaises ont ordonné 20 retours (en matière civile) et prononcé 142 condamnations (en matière pénale) pour soustraction d'enfants en 2007.

Et encore, ces chiffres ne révèlent pas toute l'ampleur du problème car *"tous les enlèvements ne sont pas déclarés auprès des autorités"*, explique Jean-Philippe Guédon de l'association SOS enfants disparus.

### **Destination problématique**

Certains dossiers sont plus complexes selon la configuration familiale, le statut de l'enfant ou la destination.

C'est le cas de Sébastien car la Chine (sauf Hong Kong et Macao) n'a pas ratifié la Convention de la La Haye de 1980, ce qui explique l'échec de ses tentatives. Sans cette convention, rien n'oblige les autorités chinoises à coopérer pour assurer le retour de l'enfant enlevé.

*"En l'absence de conventions d'entraide judiciaire en matière familial ou de protection familiale entre la France et la Chine, les moyens dont disposent les autorités françaises pour parvenir au retour d'enfants illicitement déplacés sont limités"*, lui a répondu en août dernier le Bureau de la protection des mineurs.

Cette lacune mène nombre de dossiers dans l'impasse. Exemple avec autre cas, celui du petit Yann Gentil, enlevé en août 2007 par sa mère originaire de Canton. Depuis celle-ci reste introuvable. Les autorités françaises n'ont aucune trace de son existence et les autorités chinoises ont jeté l'éponge de leur côté, prétextant un manque d'indices. Aujourd'hui le père de Yann a formulé une demande en faveur d'un mandat d'arrêt international.

Si vous disposez d'informations susceptibles d'aider Sébastien Neuens, contactez-le par mail : [pouraubane@yahoo.fr](mailto:pouraubane@yahoo.fr) : Pour le cas de Yann Gentil, un blog a été créé : <http://blogyanngentil.enchine.fr/>

---

## **RSF accuse l'OMS de légèreté dans le scandale du lait en Chine**

le 3/10/2008 à 13h00 par [Mathilde Bonnassieux](#) ( [Aujourd'hui la Chine](#) )

***L'OMS s'est montré trop conciliante vis-à-vis des violations commises par les autorités chinoises en matière de liberté de la presse dans le récent scandale du lait. C'est ce qu'a tenu à signaler le nouveau président de RSF Jean-François Julliard à sa directrice générale dans une lettre daté du 1er octobre.***



***Margaret Chan lors de la publication d'un rapport global sur la tuberculose en 2007***

A l'heure où le voile se lève petit à petit sur le scandale du lait, Jean-François Julliard, nouveau président de l'organisation française de lutte pour la défense de la liberté de la presse, a tenu à rappeler à l'OMS ses obligations à ce sujet dans une lettre adressée à sa directrice Margaret Chan.

Pointant le cas de plusieurs journalistes au courant du scandale du lait frelaté bien avant sa révélation en septembre et condamnés au silence, le président de RSF a reproché à l'OMS d'avoir été trop conciliante vis-à-vis des autorités.

***"Un officiel de votre organisation a certes insisté auprès des médias sur l'importance d'une "culture de l'ouverture et de rapports rapides" dans ce type de crise. De votre côté, vous avez affirmé que les femmes asiatiques devraient privilégier l'allaitement maternel au lieu d'utiliser des laits en poudre, mais cette réaction ne semble pas à la hauteur de ce tragique événement.***

***Comment accepter que l'OMS n'ait été informée que le 11 septembre 2008 de la toxicité des produits, alors que des informations circulaient depuis décembre 2007 ?"***, s'étonne le président de RSF.

Il faut dire que Mme Chan n'en est pas à son premier reproche.

Directrice des services de Santé de Hong Kong au moment où l'épidémie de Sras avait pris naissance aux portes de la ville en 2002, la Chinoise s'était déjà vu reprocher son manque de fermeté vis-à-vis de Pékin. Etouffée pendant six mois par les autorités de la capitale, l'épidémie avait fait 800 morts dans le monde, dont 349 en Chine en 2003.

Mais sa nomination à la tête de l'OMS en janvier 2006 lui avait permis d'échapper à une sanction, à la différence de certains de ses anciens collègues.

Dans sa lettre, le directeur de RSF accuse l'OMS de ne pas avoir "***tiré les enseignements de la crise du Sras***".

***"Votre organisation a publié des chiffres qui montrent l'étendue des dégâts de ce scandale du lait toxique : plus de 54 000 enfants ont reçu un traitement médical, 12 000 ont été hospitalisés et au moins quatre***

*sont morts.*

*Au même moment, l'OMS s'est publiquement félicitée de sa capacité de réaction à cette crise et de la collaboration dans tous les domaines des autorités chinoises pour avoir fourni des "actualisations régulières". Ne fallait-il pas mieux adresser un constat plus sévère au gouvernement chinois, qui s'obstine à privilégier le contrôle de l'information au détriment de la santé de ses concitoyens ?"*

Rappelant à l'OMS son attachement à la liberté de la presse, le président de RSF a pressé l'Organisation "d'intervenir au plus vite auprès des autorités de Pékin sur ce sujet".

---

## Les rickshaws solaires débarquent en Inde

le 3/10/2008 à 18h10 par [Galahad Shavan](#) ( [Aujourd'hui l'Inde](#) )

*Finis les rickshaws-vélos, place aux rickshaws vélomoteurs écolos ! La semaine dernière, le tout premier rickshaw solaire a circulé dans la capitale indienne. L'objectif ? Créer des emplois décents et lutter contre le réchauffement de la planète.*



*Le premier rickshaw solaire d'Inde a été inauguré à Delhi*

Bientôt, on ne verra plus les chauffeurs de rickshaws-vélos, ces bicyclettes à trois roues qui servent de petits taxis, peiner dans les côtes avec trois passagers à l'arrière. Désormais, à l'huile de coude – ou de mollet – s'ajoutera l'énergie solaire. Hier à New Delhi, le ministre des Sciences et des technologies, Kapil Sibal, accompagné du Premier ministre du territoire, Sheila Dikshit, ont étreigné le tout premier rickshaw solaire.

Le véhicule fonctionne grâce à une batterie solaire d'une indépendance de 70 km. Plusieurs sites de recharge avec de larges panneaux solaires seront installés autour des stations de métro de New Delhi. Le principal objectif de ce projet est d'offrir des conditions de travail décentes aux chauffeurs de rickshaws-vélos de la ville, tout en luttant contre le réchauffement climatique.

Malgré un prix de production relativement faible, autour de 250 euros, le Conseil de la recherche scientifique et industrielle qui a conçu ce prototype cherche toujours des partenaires industriels pour le développer à grande échelle. Le gouvernement espère pouvoir généraliser l'usage du véhicule avant le début des Jeux du Commonwealth qui se dérouleront en Inde en 2010.